

2826

REPUBLIQUE DU SENEGAL

COMITE NATIONAL CONSULTATIF
DE LA FEMME

MINISTERE DE LA FEMME, DE
L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

XVI^{ème} QUINZAINÉ NATIONALE DE LA FEMME

15 - 31 Mars 1995

**THEME : LA FAMILLE SENEGALAISE
FACE A LA DEVALUATION**

Rapports Techniques

REMERCIEMENTS

Le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, et le Comité Consultatif de la Femme remercient toutes les personnes qui ont bien voulu apporter leur contribution à ce travail.

PRESIDENTE : Mme Seynabou KEITA NDIAYE, Direction du Commerce Intérieur

RAPPORTEURS : Mme Bintou DIOUF FALL, CEAPERÉ

Mr Ndahirou MBAYE, MFEF.

MEMBRES : Mmes Oulimata DIA

Khady THIAM

Ivette ANGRAND, Union Ass. Féminines Catholiques

Aïssatou Cisse, MFEF/PDRH

Ndèye Khady Cisse, MFEF

Yacine DIAGNE, AFEME

Lika DIAW, MFEF

Aminata NDIAYE DIOUF, SESPS/Justice

Skinner DEBBIE, MFEF

Rokhaya GUEYE, MTFP

Dieynaba KANDE, Femmes du PDS/R.

P L A N

INTRODUCTION

I. - CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION

A. Conséquences économiques

- . **Macro-économiques**
- . **Micro-économiques**
- . **Zone urbaine**
- . **Zone rurale**

B. Conséquences Socio-culturelles

II. CONTRAINTES LIEES A L'ADAPTATION DES COMPORTEMENTS

A. Contraintes économiques

B. Contraintes socio-culturelles

C. Contraintes juridiques et politiques

III. STRATEGIES DE SORTIE DE CRISE

Au niveau des ménages

Au niveau de l'Etat

CONCLUSION.

"L'analyse des dynamiques sociales dans la crise sénégalaise révèle l'importance croissante et décisive des initiatives féminines dans les stratégies paysannes, le monde du secteur informel et des affaires... La crise en renforçant l'impasse économique a en quelque sorte ouvert des espaces de possibilités et de libertés nouvelles pour les femmes..."

Fatou SOW (Les modèles familiaux et la crise au Sénégal 1994).

INTRODUCTION

La situation économique et financière, particulièrement difficile du pays, a conduit le gouvernement à adopter depuis des années plusieurs mesures d'ajustement structurel :

- 1978 : Plan de Stabilisation à Court Terme
- 1979-85 : Plan de Redressement Economique et Financier (PREF)
- 1985-92 : Plan d'Ajustement Structurel.

A ces mesures, est venu dernièrement s'ajouter, celle de l'Ajustement Structurel Renforcé communément appelé : la Dévaluation du F.CFA.

Cette mesure prise sous l'instigation des bailleurs de fonds concerne les 14 pays africains membres de la zone franc. D'un taux de 50 %, ce changement de parité du F. CFA par rapport au F. français, vise à favoriser la compétitivité des produits de ces pays, à rationaliser les dépenses budgétaires et à stimuler la croissance économique. Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre des orientations stratégiques qui sont à la base de la nouvelle politique économique élaborée pour la période 1994 an 2000.

Ainsi, la dévaluation pourrait se définir comme étant le changement de parité d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs autres monnaies.

En l'espèce, le franc CFA commun à 14 pays africains, membres de la zone franc a perdu 50 % de sa valeur par rapport au franc français (1 franc français = 100 F CFA).

La dévaluation est intervenue le 12 Janvier 1994 à Dakar à l'issue d'une réunion extraordinaire des chefs d'Etat constituant la zone et à laquelle ont participé le Ministre Français de la Coopération, le Directeur Général du FMI et le Représentant de la Banque Mondiale.

Trois objectifs sont visés par cette mesure :

- 1°) Restaurer la capacité financière des pays concernés par un assainissement budgétaire.
- 2°) Favoriser la compétitivité des entreprises.
- 3°) Relancer l'exportation.

La contribution de ces objectifs devant permettre la reprise d'une croissance économique sur des bases saines et durables.

Si au niveau de l'Etat et des entreprises, la dévaluation est considérée comme une mesure économique de régulation avec des effets pervers, au niveau des ménages en revanche, elle est perçue de la façon la plus confuse. C'est peu s'il n'est pas accueillie comme une sorte de malédiction avec toutes les superstitions que secrètent nos sociétés dominées par les valeurs traditionnelles.

Si la dévaluation a été le mot le plus usité ces derniers mois, son sens, sa signification ne sont pas pour autant convenablement et clairement appréhendés par les populations.

Quelles sont les conséquences de la dévaluation, les contraintes liées à l'adaptation des comportements, et les stratégies à mettre en oeuvre pour sortir de la crise ?

Voilà un ensemble de questions auxquelles nous tenterons de répondre dans les développements qui vont suivre.

I. - CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION

A la conséquence directe d'une perte sèche de 50 % du franc CFA, par rapport au franc français, la dévaluation ajoute des répercussions d'ordre économique, social et culturel.

A. - Conséquences économiques*

1°) Sur le plan macro-économique :

Dès qu'elle est intervenue, la dévaluation a eu des effets comparables à une réaction en chaîne sur toute l'économie. Ce sont d'abord les finances publiques qui sont amoindries parce qu'ayant subies automatiquement une perte de 50 % de leur valeur, ce qui grève le budget de la nation et provoque un déficit considérable se répercutant sur la capacité financière de l'Etat. Notre balance des paiements accuse, en l'accentuant, son déséquilibre, les investissements plus coûteux et les dépenses de fonctionnement plus lourdes ; tandis que notre balance commerciale, compte tenu de l'extraversion de notre économie marquée par une forte importation, affiche un déficit plus grand.

Un an après la dévaluation, les signes d'une reprise de l'activité économique commence à se faire sentir. Selon la direction de la prévision et de la statistique (DPS).

«... la croissance de la consommation d'électricité moyenne tension (+ 2,8 % sur 9 mois) traduit un regain d'activité général et notamment dans la petite et moyenne entreprise... la production d'huile brute qui avait baissé de 5 % sur le premier semestre a cru de 29 %. Les productions en volume de ciment et d'engrais liquide des ICS, augmentent à des rythmes élevés respectifs de 16 et 15, 4 %...».

2°) Sur le plan micro-économique :

EN ZONE URBAINE

Dans toute opération de changement de parité ou de dévaluation, existe un décalage temporel entre le moment de la prise des mesures et la relance globale de l'économie. Le changement de parité entre le franc CFA et le franc français n'échappe pas à la règle. Aussi, les mesures prises il y a plus d'un an se répercutent-elles durement sur les ménages en terme de baisse de pouvoir d'achat si l'on prend en compte le taux d'inflation élevé (autour de 40 %). En partant de l'indice des prix à la consommation, les prix ont augmenté de 32 % en

moyenne entre 1993 et 1994, alors qu'entre 1992 et 1993, la variation était presque nulle (-0,7 %). Parmi les différents produits, ceux relatifs à l'alimentation ont été le plus sensible à la hausse des prix. Ils ont augmenté de près de 40 % en moyenne entre 1993 et 1994. Les hausses de salaire comprises dans la fourchette de 5 à 25 %, n'ont pas été indexé sur le coût réel de la vie. Malgré les augmentations de salaire, le pouvoir d'achat des ménages a connu une érosion réelle. Les entretiens menés dans la région de Dakar (zone urbaine - suburbaine - semi-rural) avec diverses associations de jeunes, de femmes ainsi que des pères de famille ont permis d'avoir des éléments qualitatifs sur le niveau de vie des familles un an après la dévaluation.

Du point de vue de l'alimentation, si le nombre de repas n'a pas changé (3), par contre la composition de plats a beaucoup évolué.

Ainsi, on observe que pour le petit déjeuner, les éléments lipides et protides ont complètement disparu (beurre, lait) ; pour ce repas, les ménages dans la plupart des cas semblent se contenter d'un morceau de pain sec et d'une tasse de quinquéliba.

En ce qui concerne le déjeuner, le "thiébou Dieune" continue d'être le plat de référence avec une tendance à la réduction drastique de la quantité de légumes. Le renchérissement des produits entrant dans la préparation de ce repas, a conduit les ménages à privilégier le poisson (de plus en plus la sardinelle) par rapport aux légumes perçus comme superflu. La viande, semble de moins en moins consommée, son prix étant très élevé.

Quant au dîner, la plupart des ménages le considère comme le moins important des repas. Certains le prévoient dans la préparation du déjeuner pour le réchauffer le soir, c'est le système du «Goobar Diassy» ou «aller et retour» pour paraphraser les Ivoiriens. D'autres se sont tournés vers les différents types de bouillies (fondé). Il arrive même que certains ménages se passent complètement du dîner. Pour les ménages moyens, la fréquence dans l'approvisionnement a connu des changements. Les ravitaillements mensuels cèdent de plus en plus le pas aux ravitaillements bimensuels, hebdomadaires ou journaliers.

Globalement on ne sent pas encore une consommation importante des céréales, autre que le riz. Le mil et le maïs sont pour l'essentiel utilisés pour les bouillies ou le couscous (repas du soir). Toutefois, le «niébé» «Kédiakh» (poisson fumé) sont de plus en plus consommés. Il convient de remarquer que la disparition ou la suppression du lait et du beurre, ainsi que la restriction de la quantité de légumes consommés, constitue à terme, une menace grave sur la croissance des enfants (risque de malnutrition) et sur l'état nutritionnel des femmes enceintes ou allaitantes (risque d'anémie).

Concernant l'habillement, la dévaluation en même temps qu'elle a bouleversé les ménages dans le domaine de l'alimentation, a provoqué aussi un nouveau comportement, une nouvelle mentalité du style extrêmement simple.

La tendance est à la substitution des tissus importés "Bazin importé de l'Allemagne, voile Suisse" par les tissus locaux tels que les légos imprimés par SOTIBA.

Les gens s'habillent moins cher actuellement par exemple, les tissus tels que le "Percalle et le Malicane" naguère logés au second plan sont de plus en plus prisés par les

femmes. A ce niveau, il y a lieu de souligner l'esprit créatif et le savoir faire des femmes qui sont arrivées à valoriser ces tissus jusqu'à en faire des produits d'exportation.

L'autre aspect positif au niveau de l'habillement, est la tendance au recyclage par la teinture des habits usagés, par cette pratique les femmes préservent les ressources du ménage et contribuent à l'amélioration des revenus des femmes teinturières.

Le même constat est fait au niveau de la santé : seules les classes privilégiées peuvent supporter le coût élevé des médicaments et frais de santé. La plupart des familles s'est rabattue sur la pharmacopée avec tous les dangers qu'une telle attitude comporte, à savoir ignorance de la posologie, ignorance du délai de conservation etc...

Pour l'éducation principalement, ce sont les structures d'enseignement public qui sont sollicitées à cause des coûts onéreux de l'enseignement privé. Cependant les structures publiques ne sont plus à même de prendre en charge cette demande éducative. C'est pourquoi, l'analphabétisme et l'exclusion augmentent de manière inquiétante.

Pour ce qui est des moyens de transport, il a été noté un changement de comportement dans la mesure où les citadins se rabattent de plus en plus sur les cars dits «rapides» grâce au système du marchandage (wakhaalé). Le taxi n'est pris qu'en cas d'extrême nécessité. La marche se développe.

Pour ce qui est du logement, la plupart des familles logent chez elles-mêmes, mais la tendance est de quitter la ville pour aller vers la banlieue (Yeumbeul, Bène Barak...) où la location est moins chère.

La femme pilier du foyer pour faire face à la dévaluation est devenue plus active, dans la recherche de ressources additives pour améliorer les conditions de vie de la famille.

En ce qui concerne les cérémonies familiales, les résultats de l'enquête ne révèlent pas de changements notables en matière de comportement. Les pesanteurs socio-culturelles prédominent dans ce domaine.

La rubrique épargne a été la première victime de la dévaluation, à tel point qu'aujourd'hui, le Sénégalais moyen l'a complètement supprimée du budget familial ou utilise d'autres formes d'épargne : par exemple, l'épargne collective («tontine»).

Dans certaines familles, le problème est plus dramatique, puisqu'il s'agit d'une perte d'emploi pour l'un ou l'autre des conjoints, si ce ne sont les deux à la fois.

EN ZONE RURALE

L'après dévaluation se présente de manière contrastée dans les campagnes avec une tendance à la paupérisation des populations rurales.

Dans les zones d'émigration (Fleuve, Louga, Casamance, Sénégal Oriental), la dévaluation a permis de doubler les avoirs en ce qui concerne les mandats émis par les

émigrés du fait du changement de parité : ceci concerne ceux qui sont en Europe ou dans les pays autres que ceux de la zone franc de l'Afrique.

Dans les autres zones ou dans les mêmes zones, les conséquences de la dévaluation sont vécues avec beaucoup de difficultés.

Les contres performances des récoltes en céréales dues aux aléas et au manque d'intrants, au manque d'eau, le renchérissement des produits manufacturés ainsi que le niveau bas des prix aux producteurs constituent autant de facteurs qui ont contribué aux difficultés des ménages ruraux.

On note les mêmes tendances que dans les zones urbaines en ce qui concerne la regression de la consommation en légumes, lait etc...

Comme stratégie de survie, le mouvement migratoire s'est accentué (Jeunes vers l'extérieur). Les jeunes filles et les jeunes femmes continuent en accentuant leur migration vers les grandes villes (domestiques, pileuses, lavandières qui voient leurs conditions se dégrader davantage compte tenu de la baisse des revenus des ménages urbains qui utilisent leurs services).

Si les tendances observées se maintiennent, les enfants et les femmes (couches vulnérables) verront leur situation empirer (malnutrition, anémie etc...).

B - Conséquences Socio-Culturelles

Frappés donc par la baisse de leurs salaires ou par le chômage, les ménages voient leurs possibilités se limiter. La stratification sociale se transforme. La classe des privilégiés baisse d'un cran pour devenir celle des sénégalais moyens, tandis que la classe dite moyenne se meut en la classe des démunis pour ne pas dire celle des pauvres ; et pauvres d'hier sont littéralement projetés aux abîmes de la hiérarchie sociale. Ils sont marginalisés, exclus, livrés à eux-mêmes et viennent grossir l'armée des chômeurs, des désœuvrés avec comme effet pervers, l'accroissement de la délinquance, de la prostitution et de la mendicité.

Une des principales vertus que l'on peut accorder à la dévaluation aura été incontestablement de constituer une cause de retour subit aux sources. Jamais les sénégalais n'ont autant fondé leurs comportements sur les traditions et valeurs ancestrales. Leur mode de vie nouvelle s'appuie sur la référence à ce qui est local. Pour manger, s'habiller, s'adonner aux loisirs, on puise dans ce qui est bien de chez nous ou ce qui est produit même au Sénégal. Plutôt que de se rendre dans les boîtes de nuit, on organise une soirée ou une matinée agrémentée par la musique sénégalaise autour d'un «Yassa» ou d'un «Mbakhhal» et ceci deux fois par an. Les retrouvailles sont ainsi effectuées à moindre frais.

Aller au cinéma est devenu un tel luxe que les Sénégalais en sont à ignorer même les films qui passent sur le grand écran. Ils préfèrent se rencontrer chez un ami ou suivre ensemble un film à partir d'un vidéo ou le cas échéant à travers les canaux de télévision. La lecture également est devenue un luxe. Le livre coûte si cher que nombreux sont les sénégalais qui ne pensent plus à la lecture et se rendre à la bibliothèque est une corvée et une source de frais, ne serait ce que pour le transport, on y renonce. Dans ces conditons, on

comprend aisément que les expositions des artistes plasticiens et autres sculpteurs soient rares. Non seulement ces artistes sont eux-mêmes confrontés à de sérieux problèmes financiers pour réaliser des oeuvres à cause du coût élevé des matériaux, mais le public déjà très peu acheteur est devenu moins motivé.

L'après dévaluation a davantage mis en exergue le dynamisme des femmes comme chef de ménage (17% - RGPH) ou comme soutien principal de la famille.

Elles s'occupent pratiquement de tout ce qui est lié à l'alimentation, à l'éducation ou à l'habillement.

Déjà avant la dévaluation, elles avaient investi le secteur informel. La dévaluation a constitué un nouveau coup de fouet pour les activités dans lesquelles elles s'étaient déjà lancées. Les budgets des ménages leur doivent beaucoup quant à leur équilibre. Les entretiens avec plusieurs d'entre elles ainsi qu'avec des pères de famille ont confirmé cette réalité.

II. - CONTRAINTES LIEES A L'ADAPTATION DE COMPORTEMENTS :

L'Adoption de nouveaux comportements face à la dévaluation se heurte à un certain nombre d'obstacles.

Les contraintes sont à la fois économiques, socio-culturelles, politiques et juridiques.

A - Les Contraintes Economiques

Lorsque la question du "Consommer Sénégalais" est posée, l'on pense le plus souvent à l'alimentation, compte-tenu de l'importance de la consommation en riz importé (environ 300.000 tonnes par an). Ceci a des incidences non négligeables sur la balance des paiements de notre pays. Il s'agit dès lors ou bien de créer les conditions d'une production rizicole apte à satisfaire les besoins du Sénégal ou bien trouver des produits céréaliers de substitution.

C'est dans ce cadre qu'interviennent les céréales locales (mil, maïs). Comment les sénégalais peuvent-ils être approvisionnés en quantité suffisante étant donné que les productions céréalières ne couvrent que partiellement les besoins en consommation ?

Ainsi, la disponibilité des produits céréaliers locaux en quantité constitue une première contrainte.

La deuxième contrainte est liée à la durée de la préparation des plats à base de mil ou de maïs.

La population sénégalaise est urbaine à 41%. Or le mil nécessite plusieurs opérations avant qu'il ne soit prêt à l'utilisation. Comment le rendre disponible en pré-cuit pour les ménages sans que le coût soit prohibitif?

Autrement, sa préparation prendrait trop de temps et trop de combustible, ce qui est de nature à décourager plus d'un ménage.